



Congrès extraordinaire de Bâle

Une société d'équilibre et de justice

Pierre-Yves Maillard, conseiller d'Etat, vice-président du PS Suisse

Seules les paroles prononcées font foi.

Chers, Chères camarades,

Je m'en vais de la direction nationale du parti, encore trentenaire (à quinze jours près), sans amertume, sans fatigue et plein d'espoir.

J'ai assumé la vice-présidence du PS Suisse pendant quatre ans, après avoir présidé le PSV pendant 4 ans et auparavant le PS lausannois pendant 4 ans. 12 ans de fonction de porte-parole et d'animateur du parti socialiste aux trois niveaux de l'action politique, je crois que c'est assez. J'ai eu l'occasion de participer au renforcement du PS dans mon canton et en Suisse romande, où il est devenu et resté le premier parti. J'ai vécu avec Hans-Jürg et toute la direction du parti la difficile campagne 2007 et ses tristes résultats. J'aimerais ici, comme d'autres dire à quel point, dans les moments difficiles encore plus que dans les moments de victoires, j'ai pu apprécier la personnalité et le travail de Hans-Jürg, son désintéressement, son amour du parti, sa culture politique et son engagement.

Nos deux départs donnent l'occasion de repartir avec des forces et des idées nouvelles. A ce moment de transition, nous devons donner notre analyse sur ce qui s'est passé. Et surtout nous avons à nous mettre à disposition comme militants, au moment où d'autres prennent le relais. Christian, avec sa fougue et son intelligence, est celui qu'il nous faut pour emmener cette nouvelle équipe et tout le parti vers un renforcement indispensable.

Vécue de l'intérieur cette année 2007 a été étrange. Après un début de législature où le PS a couru de succès en succès, nous étions censés gagner ces élections. Sur les thèmes économiques et sociaux le PS avait presque tout gagné depuis le début des années 2000. AVS, service public, fiscalité, sur tous ces thèmes, le programme néolibéral de la droite nous avait trouvé sur sa route avec une capacité de résistance que peu de sociaux-démocrates en Europe ont pu montrer.

Notre faute je crois a été de laisser la droite faire oublier ces thèmes en gelant les projets économiques et sociaux prévus à l'agenda. Cette tactique associée à une phase de croissance comme nous n'en avons plus connue depuis vingt ans ont neutralisé la conflictualité politique sur les thèmes où nous sommes forts. Deux sujets pourtant se sont offerts à nous en 2007 : l'initiative sur la caisse unique et le referendum sur l'AI. Certaines sections cantonales ont commencé leur campagne fédérale à ce moment, en en profitant pour défendre nos valeurs dans le domaine de la santé et du social. Je crois que c'est une, pas la seule, des raisons des meilleurs résultats obtenus aux élections quelques mois plus tard. Quand nous avons un projet soutenu par le parti soumis à votation à quelques mois d'une élection, il faut s'engager à fond, tous, avec nos élus dans les exécutifs. Une campagne

tiède, ou pire encore une absence de campagne provoque un échec cuisant, qui déçoit nos partisans et renforce nos adversaires. C'est le plus mauvais début pour une campagne électorale.

Mais la direction nationale a aussi sa part de responsabilité. Après nos succès défensifs, nous aurions dû passer à l'offensive, en nous concentrant sur ce qui est notre rôle historique : l'action pour une meilleure répartition des richesses. C'est grâce à nous et à notre referendum sur la 11^{ème} révision de l'AVS que les rentes AVS ont été indexées en 2007, année électorale. Bien peu de rentiers AVS l'ont su.

L'UDC est surtout forte chez les personnes âgées. C'est là que se trouve son plus gros réservoir électoral, composé de gens souvent modestes. Pourtant l'UDC en soutenant la 11^{ème} révision de l'AVS aurait empêché ces rentiers de recevoir une indexation de 2,4% de leur revenu en 2007. Concrètement, sans nous, l'UDC aurait privé en moyenne chaque rentier AVS de 5 billets de 100 francs en moyenne, la même année où elle soutenait une réforme fiscale qui, par exemple, en distribuera 100 000 à son futur vice-président et importateur de voiture M Walter Frey. On peut résumer les choses ainsi : si le peuple avait suivi l'UDC, en 2007, 20 000 rentiers AVS auraient dû envoyer chacun 5 billets de 100 francs à M Walter Frey.

Nous aurions dû faire campagne sur ce ton, partout. Car c'est la pauvreté d'un certain nombre de personnes, surtout de personnes âgées, qui provoque cette crainte et ce refus des étrangers qui les fait voter UDC. Si ces personnes voyaient leur niveau de vie progresser, cette crainte diminuerait. Et si ces personnes identifiaient mieux le PS comme le parti qui défend leur niveau de vie, elles lui feraient davantage confiance sur les autres thèmes, y compris celui de l'ouverture aux autres.

La crainte de toute une couche de la population devant l'insécurité doit avoir une réponse sociale, mais pas seulement. Là aussi, nous n'avons pas trouvé le ton. En plus de nous offusquer une énième fois devant le racisme et le populisme, nous aurions dû partout attaquer sur le plan de l'efficacité, en posant ces questions : combien de postes liés à la lutte contre la criminalité ont-ils créés ? Face à deux ministres fédéraux de la sécurité UDC qui se vantent d'avoir économisé 15 à 20% des budgets de leur département, la question aurait été intéressante. Et sur le plan migratoire, pourquoi, alors que les thèses de l'UDC sont appliquées depuis quinze ans, est-ce que nous avons toujours plus d'étrangers dans notre pays en situation irrégulière.

Ce parti a besoin de main d'œuvre bon marché. Ce sont ses milieux qui la font venir. Ils la veulent sans droits et au plus bas coût. S'ils devaient payer cette main d'œuvre au juste prix, ils en feraient moins venir. C'est la raison pour laquelle une politique de gauche, qui donne le droit aux étrangers qui viennent de gagner leur vie comme ceux qui sont déjà là est le meilleur moyen de maîtriser les flux migratoires.

Dans les domaines migratoires et de sécurité, la politique de dérégulation et de moins d'Etat de l'UDC est une politique de désordre.

Nous avons manqué d'esprit offensif. Nous aurions dû nous organiser en 2004 pour lancer un projet d'initiative populaire de redistribution du pouvoir d'achat, afin d'inscrire ce thème dans l'agenda en 2007. Or nous avons peur des initiatives, camarades. Parce que nous perdons souvent, parce qu'elles nous demandent du temps et de l'argent. Mais une défaite n'en est pas une, si le score est au dessus de notre influence électorale et si nos thèmes sont débattus, si les gens comprennent par là ce que nous voulons, s'ils nous voient déterminés et actifs. Et des victoires inattendues sont possibles. Pensons au vote sur la LME ou sur le paquet fiscal, par exemple.

Camarades, le vote que nous venons de vivre sur la réforme fiscale dite des entreprises et surtout la campagne que nous avons faite nous a fait plus de bien que les mois d'introspection, d'autocritique que nous nous promettons après la défaite d'octobre 2007. Ce vote nous indique le chemin à suivre d'une façon limpide.

Je ne suis pas pour un lancement, chaque mois, d'une initiative sur tous les sujets. Mais sur le sujet de la redistribution des richesses, avec le parlement que nous avons, pénétré de tous les lobbies, avec des partis bourgeois majoritaires achetés par les banques, les assurances et les multinationales pharmaceutiques, comment voulez-vous amener ce thème à l'agenda autrement ? La démocratie directe est notre meilleure arme, sans la galvauder, il nous faut l'utiliser plus souvent et il nous faut l'utiliser essentiellement sur ce qui fait notre spécificité : la lutte pour la justice sociale.

Cette année 2008, en même temps que MM Schmidheiny, Frey, Blocher recevront les millions de leur cadeau fiscal, 50 000 ménages de personnes handicapées viennent de recevoir l'information que la rente de quelques centaines de francs qui leur était accordée parce qu'un des membres du couple s'occupait de l'autre lourdement handicapé sera supprimée. Camarades, il faut un parti pour dire ça ! Il faut un parti pour lutter contre ça ! Ce parti, c'est le nôtre et aucun autre.

Alors, au moment où je retrouve une presque totale liberté de parole, je pense qu'il serait bon de préparer une initiative populaire de rattrapage du vote de dimanche passé. Puisque l'Etat fédéral et de nombreux cantons ont décidé de renoncer à 40% de l'impôt de riches actionnaires, mettons-les à contribution, comme les salariés, pour l'AVS. Si nous créons une cotisation sociale sur les dividendes, de 5% pour ceux qui ne profiteront pas du cadeau fiscal et de 10% pour ceux qui en profiteront, nous corrigeons l'aspect qui a choqué le peuple lors de ce vote et nous orientons ces moyens pour améliorer l'ordinaire de ceux qui en ont besoin. Une telle mesure rapporterait à l'AVS 1,5 milliard environ au moins sur les 20 à 25 milliards que se partagent les actionnaires suisses chaque année. Elle permettrait d'augmenter de 100 francs par mois toutes les rentes AVS, de financer entièrement l'initiative de l'USS, ou de soutenir l'AI.

Les socialistes sont les seuls à défendre un point de vue partagé, nous le savons, par 50% de la population. Alors ne lâchons pas. Il y a du travail à tous les niveaux, fédéral et cantonal. Les bourgeois ne s'arrêteront pas, malgré l'avertissement, et malgré des échecs dans certains

cantons. La bonne attitude est donc de poursuivre nous aussi l'action et non de capituler comme le propose par exemple, de manière incompréhensible, le ministre vert des finances du canton de Genève, alors qu'à ma connaissance il n'a pas levé le petit doigt dans la campagne pour s'opposer à ce sinistre hold-up du 24 février.

Nous voulons une société d'équilibre et de justice. Nous voulons que le travail soit valorisé et pas la spéculation. Nous voulons des services publics qui permettent le développement harmonieux de la société et de chacun. Nous voulons des infrastructures modernes et respectueuses de l'environnement. C'est un programme modeste et simple, qui trouve sur sa route les intérêts de quelques lobbies puissants. Ces lobbies se sont accommodés de la démocratie parce qu'ils se donnent les moyens de l'acheter.

Cela aussi nous devons en parler. A l'UDC qui veut lever tous les tabous, ne cessons pas de lui demander qui la finance pour combien et à quelles conditions. Ce tabou-là aussi doit être levé. Là-aussi, nous n'échapperons pas à l'initiative populaire si nous voulons bouger quelque chose.

Voilà, camarade, ce que je peux dire au moment de passer le témoin. Je serai avec vous dans tous ces combats. D'emblée, un autre m'attend, comme président de la conférence des directeurs de la santé, avec probablement presque tous les directeurs de la santé du pays, d'origines partisans diverses. Nous aurons à faire échec à un projet surréaliste de réforme de ce secteur existentiel. Un projet qui prévoit de donner aux caisses 8 milliards d'argent public et le pouvoir de décider seules quel hôpital et quel médecin sera remboursé. Dans ce combat, je sais que nous pourrons compter sur le PS. Nous le ferons ensemble, avec des forces de tous horizons qui défendront simplement le bon sens et la démocratie.

Regardons devant nous, inspirons-nous des enseignements du passé, et agissons ! Plus qu'avant, tous, militants, élus dans les parlements et dans les exécutifs. Les choses peuvent changer très vite. Notre pays, le peuple qui vit de son travail a besoin de nous. La société, partout a besoin de socialisme démocratique. C'est pourquoi il faut que vive et progresse le PS.

Merci pour votre attention et votre soutien.